

Rapport du Président

Commission Permanente du
vendredi 20 février 2009

Service instructeur

Service du Développement économique,
de l'Enseignement Supérieur et du Tourisme

N° CP-2009-3-2-13

Service consulté

Service de l'Action Internationale,
Transfrontalière et Européenne
Association Départementale du Tourisme

PROJETS TOURISTIQUES TRANSFRONTALIERS

Résumé : *Il est proposé d'accorder une subvention de 60 000 € à la Freiburg Wirtschaft Touristik und Messe GmbH & Co pour un projet touristique transfrontalier intitulé « Tourisme dans la Région Métropolitaine trinationale du Rhin Supérieur ». Il est également proposé d'approuver la convention INTERREG relative au projet "RhéNaTour : découverte douce et raisonnée d'une zone RAMSAR" porté par l'association Rhin Vivant. et d'autoriser le Président à la signer.*

Tourisme dans la Région Métropolitaine trinationale du Rhin Supérieur (CRT03515)

L'analyse du tourisme dans la région du Rhin Supérieur fait apparaître que le grand nombre de sites touristiques, centres de loisirs, parcours nature, cathédrales, universités, musées, théâtres et salles de concert font de la région du Rhin Supérieur un espace touristique aux attractions exceptionnelles. Le nombre de nuitées de 15,6 millions recensées est équivalent à celui de régions comme la Toscane qui en compte 17,5 millions. Une promotion commune, additionnant les différentes spécificités, conjuguant les forces, répondant aux exigences de la compétitivité européenne et mondiale et réunissant les différents partenaires touristiques de ce territoire trinational identifié, porterait ses fruits.

Dans ce contexte, la Freiburg Wirtschaft Touristik und Messe GmbH & Co (FWTM) a initié il y a environ un an, un travail de réflexion autour de la promotion touristique globale et l'amélioration de la compétitivité des entreprises touristiques du Rhin Supérieur. Deux groupes de travail consacrés d'une part à la communication et à la promotion touristique, d'autre part à la formation, l'observation économique et l'innovation touristique ont été institués en collaboration avec le Comité Régional du Tourisme et de la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie, en présence également de l'Association Départementale du Tourisme du Haut-Rhin et de l'Agence de Développement Touristique du Bas-Rhin.

Trois domaines d'actions ont été identifiés :

- la formation, la recherche et l'observation avec, par exemple, la mise en place d'un cursus transfrontalier, la mise en ligne de l'offre de formation, l'échange d'apprentis et d'employés, le recensement des besoins des professionnels du tourisme,
- l'innovation avec l'échange d'entreprises sur de nouvelles pratiques, la création d'un réseau d'entreprises, d'un site à navigation géographique, d'un fond permettant la création d'un produit transfrontalier,
- la mercatique sur les marchés lointains, les brochures, cartes touristiques, voyages de presse, nouveaux produits.

Ce programme d'un montant total de 2 010 000 €, sur 3 ans, sera réalisé sous maîtrise d'ouvrage de la FWTM. Le plan de financement envisagé pour ces actions divise les dépenses en 6 domaines :

- frais de personnel pour la conduite et l'animation du projet (4 personnes) : 510 000 €,
- frais de formation, recherche et observation (création d'un 3^{ème} cycle transfrontalier du tourisme par exemple) : 270 000 €,
- frais liés aux actions innovantes (fonds d'investissement pour la création de produits innovants, création d'un réseau d'entreprises) : 440 000 €,
- frais de communication et de marketing : 735 000 €,
- frais généraux : 45 000 €,
- frais de déplacement : 40 000 €.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme Interreg IV et réunirait 22 partenaires dont 11 français, 9 allemands et 2 suisses avec comme entité géographique visée la Région Métropolitaine du Rhin Supérieur.

Les contributeurs espérés à ce programme sont les suivants avec une clé de répartition calculée sur la base des nuitées d'hôtels des aires géographiques nationales :

- contribution française de 465 000 €, dont 90 000 € pour la Région Alsace, 60 000 € pour chacun des deux Départements, 30 000 € pour chacune des 3 principales Villes alsaciennes, les ADT pour 15 000 € chacune et le CRT pour 60 000 €,
- contribution allemande de 465 000 €,
- contribution suisse de 180 000 €.

La subvention européenne Interreg sollicitée s'établit à parité des co-financements éligibles français et allemand, soit 930 000 €. La convention y afférente sera établie ultérieurement, lorsque tous les cofinancements seront confirmés. Il s'agit aujourd'hui d'acter le principe d'attribuer une subvention de 60 000 € pour ce projet et, lors d'une prochaine Commission Permanente, d'approuver la future convention à intervenir et d'autoriser le Président du Conseil Général à la signer.

RhéNaTour : découverte douce et raisonnée d'une zone RAMSAR

Une subvention de 24 000 € a été accordée à l'association Rhin Vivant lors de la Commission Permanente du 4 juillet 2008 pour le projet INTERREG-IV A "RhéNaTour :

découverte douce et raisonnée d'une zone RAMSAR" (RAMSAR désignant une ville en Iran où a été signée en 1971 une convention internationale sur les zones humides).

Ce projet vise à mettre en œuvre sur le territoire du Rhin Supérieur, qui vient d'être officiellement désigné « Zone RAMSAR », des mesures de protection des zones humides et d'utilisation durable des ressources dans le domaine du tourisme. Les actions envisagées sont les suivantes :

- Acquisition et mise à disposition des compétences écotouristiques transfrontalières ;
- Innovation touristique, notamment dans le domaine des transports doux et l'inventaire des sites écotouristiques exemplaires ;
- Evaluation par la mise en place d'indicateurs de suivi.

La convention relative à ce projet vient d'être finalisée (cf documents en annexe). Il est proposé d'autoriser le Président à signer cette convention.

Au vu de ce qui précède, je vous propose :

- d'accorder une subvention de 60 000 € à la Freiburg Wirtschaft Touristik und Messe GmbH & Co pour le projet touristique transfrontalier « Tourisme dans la Région Métropolitaine trinationale du Rhin Supérieur » ;
- de prélever les crédits sur le chapitre 65, fonction 94, nature 6574, opération 2009- F741-111, du budget départemental ;
- d'autoriser le Président à signer la convention INTERREG relative au projet « RhéNaTour : découverte douce et raisonnée d'une zone RAMSAR" porté par l'association Rhin Vivant.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'C' followed by 'B' and 'T' with a long horizontal stroke extending to the right.

Charles BUTTNER

Programme INTERREG IV Rhin Supérieur
Programm INTERREG IV Oberrhein

Guide pour les bénéficiaires
Handbuch für Begünstigte

Fiche 3.1
Themenblatt

**Modèle de
convention**
**Muster für die
Projektvereinbarung**

Adopté par le Comité de suivi le :
Angenommen durch den Begleitausschuss am:
12.06.2008

Version modifiée en date du :

Geänderte Fassung vom:

16.10.2008



Question fréquemment posée :

« Pourquoi faut-il signer une convention ? »

Réponse :

« La convention constitue la base légale de l'aide communautaire et des éventuels cofinancements nationaux, elle est l'acte juridique par lequel l'Autorité de gestion s'engage, sur la base de la décision du Comité de suivi, à verser les fonds communautaires aux bénéficiaires si ceux-ci respectent les conditions prévues. »

Häufig gestellte Frage:

„Warum muss eine Projektvereinbarung abgeschlossen werden?“

Antwort:

„Die Projektvereinbarung ist die rechtliche Grundlage für die EU-Mittelförderung und die nationalen Kofinanzierungen, sie stellt die Rechtshandlung dar, mit der sich die Verwaltungsbehörde auf der Grundlage des Beschlusses des Begleitausschusses verpflichtet, EU-Mittel an die Begünstigten auszuzahlen, sofern diese die hierfür geltenden Bedingungen einhalten.“

Programme INTERREG IV Rhin Supérieur
Programm INTERREG IV Oberrhein

**Convention relative au projet n°C5
« RheNaTour - Découverte douce et raisonnée
d'une zone Ramsar »**

**Vereinbarung zum Projekt Nr. C5
„RheNaTour : - Sanftes Erleben einer
Ramsarzone“**



Signataires

Entre

- la Région Alsace, Autorité de gestion du Programme INTERREG IV Rhin Supérieur et cofinanceur ;
- les partenaires français et allemands dudit projet :
 - Association Rhin Vivant porteur du projet et cofinanceur ;
 - les partenaires cofinanceurs suivants :
 - Land Rheinland Pfalz
 - Wirtschaftsministerium Baden-Württemberg
 - Landkreis Emmendingen au nom de plusieurs cofinanceurs
 - Stadt Kehl
 - Gemeinde Weisweil
 - Gemeinde Neuenburg am Rhein
 - Gemeinde Kappel-Grafenhausen
 - Gemeinde Meissenheim
 - Gemeinde Rust
 - Gemeinde Neuried
 - Verein Regiowasser
 - Conseil Général du Bas-Rhin
 - Conseil Général du Haut-Rhin
 - Communauté de communes du Rhin
 - Communauté de communes Marckolsheim et environs
 - Communauté de communes Porte de France Rhin Sud
 - Communauté de communes des Trois Frontières
 - Agence de développement touristique du Bas-Rhin (ADT 67)
 - Fédération du Bas-Rhin pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Unterzeichner

Zwischen

- der Région Alsace als Verwaltungsbehörde des INTERREG IV Programms Oberrhein und Kofinanzierungspartner;
- folgenden französischen und deutschen Projektpartnern:
 - Association Rhin Vivant als Projektträger und Kofinanzierungspartner;
 - folgenden Kofinanzierungspartnern:
 - Land Rheinland Pfalz
 - Wirtschaftsministerium Baden-Württemberg
 - Landkreis Emmendingen im Namen verschiedener Kofinanzierer
 - Stadt Kehl
 - Gemeinde Weisweil
 - Gemeinde Neuenburg am Rhein
 - Gemeinde Kappel-Grafenhausen
 - Gemeinde Meissenheim
 - Gemeinde Rust
 - Gemeinde Neuried
 - Verein Regiowasser
 - Conseil Général du Bas-Rhin
 - Conseil Général du Haut-Rhin
 - Communauté de communes du Rhin
 - Communauté de communes Marckolsheim et environs
 - Communauté de communes Porte de France Rhin Sud
 - Communauté de communes des Trois Frontières
 - Agence de développement touristique du Bas-Rhin (ADT 67)
 - Fédération du Bas-Rhin pour la pêche et la protection du milieu aquatique

- les partenaires suivants, non cofinanceurs mais bénéficiaires des fonds communautaires :
 - L'association régionale pour l'initiation à l'environnement et à la nature en Alsace (ARIENA)
 - Le Comité Régional du Canoë et Kayak (CRACK)
 - La Petite Camargue Alsacienne (PCA)
 - La Ligue pour la protection des oiseaux (LPO)

Préambule

Vu

La réglementation communautaire :

- le Règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion, et abrogeant le règlement (CE) n°1260/1999 ;

ci-après dénommé « Règlement général »,

- le Règlement (CE) n°1080/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif au Fonds européen de développement régional, et abrogeant le règlement (CE) n°1783/1999 ;

ci-après dénommé « Règlement FEDER »,

- le Règlement (CE) n°1828/2006 de la Commission du 8 décembre 2006 établissant les modalités d'exécution du règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion, et du règlement (CE) n°1080/2006 du Parlement européen et du Conseil relatif au Fonds européen de développement régional (FEDER).

- folgenden Partnern, die nicht als Kofinanzierungspartner auftreten, jedoch Begünstigte der Gemeinschaftsmittel sind:

- L'association régionale pour l'initiation à l'environnement et à la nature en Alsace (ARIENA)
- Le Comité Régional du Canoë et Kayak (CRACK)
- La Petite Camargue Alsacienne (PCA)
- La Ligue pour la protection des oiseaux (LPO)

Vorbemerkung

wird in Anbetracht

nachstehender EU-Bestimmungen:

- Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates vom 11. Juli 2006 mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds und den Kohäsionsfonds und zur Aufhebung von Verordnung (EG) Nr. 1260/1999;

im Folgenden "Allgemeine Strukturfondsverordnung",

- Verordnung (EG) Nr. 1080/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juli 2006 über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung und zur Aufhebung von Verordnung (EG) Nr. 1783/1999;

im Folgenden "EFRE-Verordnung",

- Verordnung (EG) Nr. 1828/2006 der Kommission vom 8. Dezember 2006 zur Festlegung von Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds und den Kohäsionsfonds und der Verordnung (EG) Nr. 1080/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung (EFRE).

ci-après dénommé « Règlement d'application »,

Les documents suivants, concernant le Programme :

- la décision de la Commission européenne n° C (2007) 5136, du 24 octobre 2007, relative au Programme opérationnel « INTERREG IV Rhin Supérieur » n° CCI 2007 CB 163 PO 039, s'intégrant dans l'Objectif "Coopération territoriale européenne" de la Politique de cohésion de l'UE pour la période 2007-2013 ;
- la convention signée entre l'Autorité de gestion et la Caisse des dépôts, en tant qu'Autorité de certification/organisme de paiement du programme, en date du 5 août 2008 ;
- la convention signée entre l'Autorité de gestion, le Land du Bade-Wurtemberg, le Land de Rhénanie-Palatinat et l'Etat français ;
- le guide pour les bénéficiaires, adopté par le Comité de suivi le 12 juin 2008.

Les documents suivants, concernant la France :

- le décret n°2002-633 du 26 avril 2002 modifié instituant une commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds structurels européens ;
- la circulaire du Premier ministre du 12 février 2007 relative à la communication sur les projets financés par l'Union européenne dans le cadre de la politique de cohésion économique et sociale ;
- la circulaire n°5210 SG du Premier ministre du 13 avril 2007 relative au dispositif de suivi, de gestion et de contrôle des programmes cofinancés par le FEDER, le FSE, le FEP et le FEADER de la période 2007-2013 ;

im Folgenden "Durchführungsverordnung",

folgender programmrelevanter Dokumente:

- der Entscheidung der Europäischen Kommission Nr. C(2007) 5136 vom 24. Oktober 2007 bezüglich des Operationellen Programms „INTERREG IV A Oberrhein“ Nr. CCI 2007 CB 163 PO 039 im Rahmen des Ziels "Europäische territoriale Zusammenarbeit" der Kohäsionspolitik der Europäischen Union im Zeitraum 2007-2013;
- der Vereinbarung zwischen der Région Alsace in ihrer Eigenschaft als Verwaltungsbehörde für das Operationelle Programm und der Caisse des dépôts in ihrer Eigenschaft als Bescheinigungsbehörde vom 5. August 2008;
- der Vereinbarung zwischen der Verwaltungsbehörde, dem Land Baden-Württemberg, dem Land Rheinland-Pfalz und dem französischen Staat;
- dem Handbuch für Begünstigte, das vom Begleitausschuss am 12. Juni 2008 genehmigt wurde.

folgender für Frankreich relevanter Bestimmungen:

- der französischen Verordnung (décret) Nr. 2002-633 vom 26. April 2002 zur Einsetzung einer ministerienübergreifenden Kommission zur Koordination der Kontrollen (CICC) von in Frankreich aus EU-Strukturfondsmitteln kofinanzierten Maßnahmen;
- des Runderlasses (circulaire) des französischen Premierministers vom 12. Februar 2007 über die Öffentlichkeitsarbeit im Zusammenhang mit Projekten, die im Rahmen der wirtschaftlichen und sozialen Kohäsionspolitik von der Europäischen Union bezuschusst werden;
- des Runderlasses (circulaire) des französischen Premierministers Nr. 5210 SG vom 13. April 2007 bezüglich der Vorgaben zur Begleitung, Umsetzung und Kontrolle der im Zeitraum 2007-2013 aus dem EFRE, dem ESF, dem EFF und dem EAGFL kofinanzierten Programme;

- le décret n°2007-1303 du 3 septembre 2007 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes cofinancés par les fonds structurels pour la période 2007-2013.

Les documents suivants, relatifs au projet :

- le formulaire de demande de cofinancement communautaire relatif au présent projet et ses annexes, annexés à la présente convention ;
- le courrier du Secrétariat technique commun au porteur de projet attestant de la réception de la demande de cofinancement complète à la date du 9 juin 2008 ;
- la décision du Comité de suivi en date du 12 juin 2008, prise sur la base de la fiche récapitulative rédigée par le Secrétariat technique commun, annexée à la présente convention.

Il est convenu ce qui suit :

TITRE 1 - GENERALITES

Article 1 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les responsabilités des signataires dans la mise en œuvre du projet.

Article 2 Pièces contractuelles

Tous les documents visés en préambule, ainsi que toutes les pièces annexées à la présente convention, en sont partie intégrante et sont pièces contractuelles au même titre qu'elle.

Article 3 Responsabilités

- der französischen Verordnung (décret) Nr. 2007-1303 vom 3. September 2007 zur Festlegung der nationalen Regeln für die Förderfähigkeit von Ausgaben im Rahmen von im Zeitraum 2007-2013 aus Strukturfonds bezuschussten Programmen.

folgender projektrelevanter Bestimmungen:

- dem Antragsformular auf Förderung des vorliegenden Projekts und den dazugehörigen Anhängen in der Anlage zur vorliegenden Projektvereinbarung;
- des Schreibens des Gemeinsamen technischen Sekretariats an den Projektträger, mit dem der Eingang eines vollständigen Kofinanzierungsantrags beim Gemeinsamen technischen Sekretariat zum 9. Juni 2008 bestätigt wird;
- dem Beschluss des Begleitausschusses über die Aufnahme des Projekts in die Förderung vom 12. Juni 2008 auf Grundlage der durch das Gemeinsame technische Sekretariat erarbeiteten Projektzusammenfassung in der Anlage zur vorliegenden Projektvereinbarung;

Folgendes vereinbart:

TEIL 1 - ALLGEMEINES

Artikel 1 Gegenstand der Projektvereinbarung

Gegenstand der vorliegenden Projektvereinbarung ist die Festlegung der Zuständigkeiten der Unterzeichner bei der Durchführung des Projekts.

Artikel 2 Bestandteile des Vertrags

Sämtliche o. g. Referenztexte sowie sämtliche Schriftstücke in der Anlage sind Bestandteil der vorliegenden Vereinbarung und stellen gleichwertige Vertragsbestandteile dar.

Artikel 3 Zuständigkeiten

Chaque signataire s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que le projet soit réalisé tel qu'il est décrit dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire et tel qu'il a été accepté par le Comité de suivi, en accord avec les stipulations de la présente convention et les réglementations communautaires et nationales applicables.

Article 4 Périodes concernées

Article 4.1. Période de réalisation du projet

Le projet est réalisé durant la période mentionnée dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi.

Article 4.2. Période d'éligibilité des dépenses

La période d'éligibilité des dépenses commence à la date de début de réalisation, mentionnée dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi, et se termine trois mois après la date de fin de réalisation du projet, mentionnée dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi.

Article 5 Contrôles

Chaque signataire s'engage à se soumettre à tout contrôle, sur place et sur pièces, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par les instances du programme ou par les organismes mandatés par elles, et par les corps d'inspection et de contrôle, y compris les autorités de contrôle nationales et communautaires.

Il s'engage par ailleurs à accepter les conséquences, notamment financières, de ces contrôles.

Die Unterzeichner verpflichten sich, jeweils die erforderlichen Maßnahmen zu ergreifen, damit das Projekt wie im Antrag auf EU-Mittelförderung beschrieben und vom Begleitausschuss genehmigt sowie in Einhaltung der Bestimmung aus der vorliegenden Projektvereinbarung und den geltenden Gemeinschafts- und EU-Bestimmungen durchgeführt wird.

Artikel 4 Zeitliche Vorgaben

Artikel 4.1. Zeitraum für die Realisierung des Projekts

Das Projekt ist innerhalb des Zeitraums umzusetzen, der im Antragsformular auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt angegeben ist.

Artikel 4.2. Zeitraum für die Förderfähigkeit der Ausgaben

Der Zeitraum der Förderfähigkeit beginnt mit dem Datum des Beginns der Umsetzung laut den Angaben im Antragsformular auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt. Er endet drei Monate nach dem Zeitpunkt des Endes der Projektumsetzung laut den Angaben im Antragsformular auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt.

Artikel 5 Kontrollen

Die Unterzeichner verpflichten sich, sich Kontrollen aller Art – Vor-Ort- ebenso wie Belegkontrollen – zu unterziehen, die von den Programminstanzen, von Einrichtungen, die von den Programminstanzen beauftragt wurden, oder von den Aufsichts- und Kontrollstellen einschließlich einzelstaatlichen und gemeinschaftlichen Kontrollbehörden durchgeführt werden.

Sie verpflichten sich zudem, die Folgen dieser Kontrollen, insbesondere finanzieller Art, zu akzeptieren.

Article 6 Conséquences en cas de non-respect de la convention

En cas de manquement à l'une des obligations résultant de la présente convention, les dispositions prévues dans la fiche n°3.2 du Guide pour les bénéficiaires « Conséquences en cas de non-respect de la convention » s'appliquent.

Article 7 Coordonnées bancaires

Afin de recevoir l'aide communautaire et les cofinancements nationaux, le porteur de projet doit transmettre les coordonnées du compte (comprenant notamment les numéros IBAN et SWIFT) émanant de la banque (RIB), sur lequel ils doivent être versés :

- aux cofinanceurs lors de la signature de la présente convention ;
- à l'Autorité de gestion au plus tard lors de la première demande de versement des fonds communautaires.

TITRE 2 - COFINANCEMENT COMMUNAUTAIRE

Article 8 Principe général

Les bénéficiaires communautaires s'engagent à respecter les dispositions contenues dans le Guide pour les bénéficiaires concernant les obligations communautaires en la matière.

Article 9 Politiques transversales de l'Union européenne

Les bénéficiaires s'engagent à respecter les réglementations communautaires et nationales qui leur sont opposables en matière de :

- règles de concurrence ;

Artikel 6 Folgen bei Nichteinhaltung der Projektvereinbarung

Wird eine der Pflichten aus vorliegender Projektvereinbarung nicht eingehalten, kommen die Bestimmungen aus dem Themenblatt Nr. 3.2 des Handbuchs für Begünstigten „Folgen bei Nichteinhaltung der Projektvereinbarung“ zur Anwendung.

Artikel 7 Bankverbindung

Zur Auszahlung der EU-Fördermittel und der nationalen Kofinanzierungsmittel an den Projektträger, übermittelt dieser den folgenden Betroffenen die notwendigen Angaben zur Bankverbindung des Kontos (einschließlich der Angaben zu IBAN und SWIFT), auf das die Überweisungen getätigt werden sollen:

- bei Unterzeichnung der vorliegenden Projektvereinbarung an die Kofinanzierungspartner;
- spätestens beim ersten Antrag auf Auszahlung der EU-Fördermittel an die Verwaltungsbehörde.

TEIL 2 - EU-MITTELFÖRDERUNG

Artikel 8 Allgemeine Grundlage

Die EU-Mittelbegünstigten verpflichten sich, die Bestimmungen aus dem Handbuch für Begünstigte in Bezug auf die relevanten Gemeinschaftsbestimmungen einzuhalten.

Artikel 9 Querschnittpolitiken der Europäischen Union

Die Begünstigten verpflichten sich, die Bestimmungen der Europäischen Union und der Einzelstaaten einzuhalten, die für sie in den folgenden Bereichen gelten:

- Wettbewerbsregeln;

- passation des marchés publics ;
- encadrement des aides d'Etat ;
- égalité des chances entre homme et femme et non discrimination (article 16 du Règlement général) ;
- environnement (article 17 du Règlement général).

Par ailleurs, les bénéficiaires communautaires s'engagent à ne pas tirer parti de l'aide attribuée pour pratiquer des prix anormalement bas et plus généralement à ne pas détourner la clientèle des entreprises concurrentes par l'octroi d'avantages anormaux par rapport à ceux consentis habituellement.

Article 10 Piste d'audit

Article 10.1. Principe général en matière de piste d'audit

En application de l'article 15 du Règlement d'application, une piste d'audit est considérée comme suffisante si, pour le Programme opérationnel, elle répond aux critères suivants :

- elle permet d'établir un rapprochement entre, d'une part, les montants globaux certifiés à la Commission européenne et, d'autre part, les pièces comptables et justificatives détaillées dont disposent l'Autorité de certification, l'Autorité de gestion, et les bénéficiaires en ce qui concerne les opérations cofinancées dans le cadre du Programme opérationnel ;
- elle permet de vérifier le paiement de la participation publique au bénéficiaire ;
- elle permet de vérifier l'application des critères de sélection établis par le Comité de suivi du Programme opérationnel ;
- elle contient pour chaque projet les documents relatifs à l'octroi de l'aide, les documents relatifs aux procédures de passation des marchés publics, les rapports d'activité et les rapports relatifs aux vérifications, audits et contrôles réalisés.

- Vergabe öffentlicher Aufträge;
- Gemeinschaftsrahmen für staatliche Beihilfen;
- Gleichstellung von Männern und Frauen und Nichtdiskriminierung (Artikel 16 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung) ;
- Umwelt (Artikel 17 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung).

Die EU-Mittelbegünstigten verpflichten sich zudem, die gewährte Beihilfe nicht dazu auszunutzen, ungewöhnlich niedrige Preise anzubieten und allgemein Wettbewerbern durch die Gewährung von Vorteilen, die über die üblicherweise gewährten Vorteile hinausgehen, Kunden abzuwerben.

Artikel 10 Prüfpfad

Artikel 10.1. Allgemeine Grundlage betreffend den Prüfpfad

In Anwendung von Artikel 15 der Durchführungsverordnung gilt der Prüfpfad als hinreichend, wenn er für das Operationelle Programm folgende Kriterien erfüllt:

- er ermöglicht den Abgleich zwischen den gegenüber der Kommission bescheinigten Gesamtbeträgen einerseits und den detaillierten Buchführungsunterlagen und den Belegen andererseits, die von der Bescheinigungsbehörde, der Verwaltungsbehörde und den Begünstigten für die im Rahmen des Operationellen Programms kofinanzierten Vorhaben geführt werden;
- er ermöglicht die Überprüfung der Auszahlung des öffentlichen Beitrags an den Begünstigten;
- er ermöglicht die Überprüfung der Anwendung der vom Begleitausschuss für das Operationelle Programm festgelegten Auswahlkriterien;
- er umfasst für jedes Vorhaben gegebenenfalls die technischen Spezifikationen und den Finanzierungsplan, die Unterlagen über die Zuschussbewilligung, die Unterlagen zu den öffentlichen Vergabeverfahren, Fortschrittsberichte sowie die Berichte über die durchgeführten Kontrollen und Prüfungen.

Article 10.2. *Durée de conservation des pièces relatives au projet*

Selon l'article 90, paragraphe 1, du Règlement général, l'Autorité de gestion doit veiller à ce que l'ensemble des pièces justificatives concernant les dépenses et les audits du programme soit tenu à la disposition de la Commission européenne et de la Cour des comptes pendant une période de trois ans suivant la clôture du programme.

Ce délai est suspendu soit en cas de procédure judiciaire, soit sur demande dûment motivée de la Commission européenne.

Aux fins d'application de cette disposition, tous les signataires s'engagent à conserver l'ensemble des pièces justificatives concernant les dépenses et les audits du programme pendant la même durée, et au moins jusqu'au 31 décembre 2021.

L'Autorité de gestion s'engage à informer le porteur de projet de la clôture du programme par la Commission européenne ou, le cas échéant, de l'existence d'une procédure judiciaire ou d'une demande de la Commission européenne de suspendre ce délai.

Article 10.3. *Registre des lieux de conservation des pièces relatives au projet*

Aux fins d'application de l'article 90, paragraphe 1, du Règlement général, l'article 19 paragraphe 1 du Règlement d'application stipule que l'Autorité de gestion établit un registre où sont consignées l'identité et la localisation des organismes détenant les pièces justificatives relatives aux dépenses, aux audits et aux contrôles.

Les bénéficiaires communautaires s'engagent donc à lui transmettre ces informations, et à l'informer en cas de changement.

Artikel 10.2. *Zeitraum der Aufbewahrung der Belege*

Nach Artikel 90, Absatz 1 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung ist von der Verwaltungsbehörde dafür Sorge zu tragen, dass sämtliche Belege für Ausgaben und Prüfungen im Rahmen des Programms während drei Jahren nach Abschluss des Programms zur Einsicht durch die Kommission und den Europäischen Rechnungshof aufbewahrt werden.

Dieser Zeitraum wird im Falle eines Gerichtsverfahrens oder auf ordnungsgemäß begründeten Antrag der EU-Kommission ausgesetzt.

Die Unterzeichner verpflichten sich im Hinblick auf die Anwendung dieser Bestimmung, sämtliche Belege für Ausgaben und Prüfungen des Programms während desselben Zeitraums und mindestens bis zum 31. Dezember 2021 aufzubewahren.

Die Verwaltungsbehörde verpflichtet sich, den Projektträger vom Abschluss des Programms durch die EU-Kommission bzw. von einem gegebenenfalls anhängigen Gerichtsverfahren oder einem Antrag der EU-Kommission auf Aussetzung dieser Frist in Kenntnis zu setzen.

Artikel 10.3. *Aufzeichnung des Standorts der Aufbewahrung der Belege zum Projekt*

Zur Umsetzung von Artikel 90, Absatz 1 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung ist nach Artikel 19, Absatz 1 der Durchführungsverordnung von der Verwaltungsbehörde sicherzustellen, dass Aufzeichnungen verfügbar sind, die Angaben zu den Einrichtungen, die die Belege zu den Ausgaben und Prüfungen führen, sowie zu deren Standort enthalten.

Die EU-Mittelbegünstigten verpflichten sich entsprechend, der Verwaltungsbehörde diese Informationen zu übermitteln und sie von Veränderungen diesbezüglich in Kenntnis zu setzen.

Article 10.4. Mise à disposition des pièces relatives au projet

Conformément à l'article 19 paragraphe 2 du Règlement d'application, les signataires s'engagent à mettre les pièces justificatives relatives aux dépenses et à la mise en œuvre du projet à disposition des personnes et des organismes habilités à les inspecter, y compris, au minimum, le personnel habilité de l'Autorité de gestion, de l'Autorité de certification, de l'Autorité d'audit et des organismes de contrôle visés à l'article 62, paragraphe 3, du Règlement général, ainsi que les fonctionnaires habilités de la Communauté et leurs mandataires, conformément à l'article 72, paragraphe 2, du Règlement général.

Article 10.5. Support des données relatives au projet

Conformément à l'article 90, paragraphe 3, du Règlement général, les documents sont conservés sous la forme d'originaux ou de versions certifiées conformes avec les originaux sur des supports de données généralement acceptés.

Sont considérés comme supports de données généralement acceptés, en application de l'article 19, paragraphe 4, du Règlement d'application, au minimum :

- les photocopies de documents originaux ;
- les microfiches de documents originaux ;
- les versions électroniques de documents originaux ;
- les documents n'existant qu'en version électronique.

En application de l'article 19, paragraphe 6, du Règlement d'application, lorsque des documents n'existent qu'en version électronique, les systèmes informatiques utilisés doivent être conformes aux normes de sécurité reconnues garantissant la conformité des documents conservés avec les prescriptions légales nationales ainsi que leur fiabilité à des fins d'audit et de contrôle.

Artikel 10.4. Zurverfügungstellung der Projektunterlagen

Die Unterzeichner verpflichten sich nach Maßgabe von Artikel 19, Absatz 2 der Durchführungsverordnung, die Belege zu Ausgaben und zur Umsetzung des Projekts denjenigen Personen und Einrichtungen mit entsprechender Berechtigung – einschließlich zumindest der ermächtigten Mitarbeiter der Verwaltungsbehörde, der Bescheinigungsbehörde, der Prüfbehörde und der in Artikel 62, Absatz 3 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung genannten Stellen sowie beauftragten Beamten der Gemeinschaft sowie deren ermächtigten Vertretern nach Artikel 72, Absatz 2 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung – zur Kontrolle zur Verfügung zu stellen.

Artikel 10.5. Datenträger für projektbezogenen Daten

Gemäß Artikel 90, Absatz 3 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung sind die Belege entweder als Originale oder als in mit den Originalen übereinstimmend bescheinigten Fassungen auf allgemein anerkannten Datenträgern aufzubewahren.

Als allgemein anerkannte Datenträger gelten in Anwendung von Artikel 19, Absatz 4 der Durchführungsverordnung zumindest:

- Fotokopien von Originalen;
- Mikrofiches von Originalen;
- elektronische Fassungen von Originalen;
- nur in elektronischer Form vorliegende Unterlagen.

In Anwendung von Artikel 19, Absatz 6 der Durchführungsverordnung muss, wenn Unterlagen nur in elektronischer Form vorliegen, das verwendete EDV-System anerkannten Sicherheitsstandards genügen, die die Gewähr bieten, dass die aufbewahrten Unterlagen den nationalen Rechtsvorschriften entsprechen und dass sie für Rechnungsprüfungszwecke glaubhaft sind.

Article 11 Liste des bénéficiaires

En application de l'article 7, paragraphe 2, point d, du Règlement d'application, l'Autorité de gestion doit assurer la publication, par voie électronique ou autre, de la liste des bénéficiaires, du nom des opérations et du montant du financement public alloué aux opérations.

Par conséquent, les bénéficiaires de fonds communautaires acceptent, en signant la présente convention, de figurer sur cette liste.

Conformément à l'article 37, paragraphe 4, du Règlement d'application, toute donnée à caractère personnel figurant dans les informations visées ci-dessus au premier alinéa n'est traitée qu'aux fins prévues par le présent article.

Article 12 Protection des données à caractère personnel

En application de l'article 37 du Règlement d'application, les données à caractère personnel recueillies en application des dispositions de la présente convention ne peuvent être transmises à des personnes autres que celles qui, dans les Etats membres ou au sein des institutions communautaires, sont, par leurs fonctions, appelées à les connaître, à moins que l'Etat membre qui les a communiquées n'y ait expressément consenti.

TITRE 3 - FINANCEMENT NATIONAL

Article 13 Principe général en matière de paiement des fonds nationaux

Les cofinanceurs s'engagent, par la signature de la présente convention, à verser les montants prévus dans le plan de financement du projet, dans les délais et les formes prévus.

Artikel 11 Verzeichnis der Begünstigten

In Anwendung von Artikel 7, Absatz 2, Buchstabe d) der Durchführungsverordnung ist von der Verwaltungsbehörde die Veröffentlichung des Verzeichnisses der Begünstigten, der Bezeichnung der Vorhaben und der Höhe der für die Vorhaben bereitgestellten öffentlichen Beteiligungen in elektronischer oder anderer Form zu gewährleisten.

Die EU-Mittelbegünstigten stimmen aufgrund dessen mit der Unterzeichnung der vorliegenden Vereinbarung der Nennung im Verzeichnis der Begünstigten zu.

In Einhaltung von Artikel 37, Absatz 4 der Durchführungsverordnung werden personenbezogene Daten, die in den oben im ersten Absatz genannten Angaben enthalten sind, nur für die in vorliegendem Artikel genannten Zwecke verarbeitet.

Artikel 12 Schutz personenbezogener Daten

In Anwendung von Artikel 37 der Durchführungsverordnung werden diejenigen personenbezogenen Daten, die in Anwendung der Bestimmungen aus vorliegender Projektvereinbarung gesammelt wurden, nur Personen mitgeteilt, die in den Mitgliedstaaten oder in den Gemeinschaftsorganen aufgrund ihrer Aufgaben davon Kenntnis erhalten müssen, es sei denn der Mitgliedstaat, der sie übermittelt hat, hat der Mitteilung an andere Personen ausdrücklich zugestimmt.

TEIL 3 - NATIONALE FÖRDERMITTEL

Artikel 13 Allgemeine Grundlagen für die Auszahlung nationaler Fördermittel

Mit Unterzeichnung der vorliegenden Projektvereinbarung verpflichten sich die Kofinanzierungspartner, die im Projektfinanzierungsplan bezeichneten Beträge frist- und formgerecht auszuzahlen.

Cependant, afin de respecter le principe de cofinancement, et le taux défini pour le cofinancement communautaire, l'aide communautaire devra être revue à la baisse si les cofinancements nationaux effectivement perçus par le porteur de projet sont supérieurs au montant effectivement dû en application du taux de cofinancement national par rapport aux dépenses effectivement réalisées (ceci, afin d'éviter le sur-financement du projet). C'est pourquoi le solde des cofinancements nationaux doit être versé au prorata des dépenses effectivement réalisées.

Article 14 Modalités de versement des cofinancements

Article 14.1. Modalités de versement des cofinancements français et allemands

L'association Rhin vivant participe au projet à hauteur de **43.100 euros** (soit 5 % du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi) sous forme de dépenses directes.

Le Land Rheinland Pfalz participe au projet à hauteur de **12.000 euros** (soit 1,39 % du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 50% à la signature de la convention
- des acomptes intermédiaires calculés au prorata des justificatifs de dépenses transmis dans la limite de 90 %
- le solde à la date de fin de la période d'éligibilité des dépenses du projet, sur présentation d'un rapport final et d'un décompte financier, au prorata des dépenses effectivement réalisées.

Zur Wahrung des Grundsatzes der Kofinanzierung und zur Einhaltung des für die EU-Mittelförderung festgelegten Satzes ist allerdings der EU-Fördermittelbetrag herabzusetzen, wenn die vom Projektträger tatsächlich vereinnahmten nationalen Fördermittel höher liegen als der in Anwendung des nationalen Kofinanzierungssatzes im Verhältnis zu den Ausgaben tatsächlich auszahlende Betrag (um eine Überfinanzierung des Projekts zu vermeiden). Der Restbetrag der nationalen Fördermittel ist aufgrund dessen anteilig zu den tatsächlich getätigten Ausgaben auszus zahlen.

Artikel 14 Auszahlung der Kofinanzierungsmittel

Artikel 14.1. Auszahlung der französischen und deutschen Kofinanzierungsmittel

Der Verein lebendiger Rhein beteiligt sich in Höhe von **43.100 Euro** mit direkten Ausgaben am Projekt (und damit mit 5 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Das Land Rheinland Pfalz beteiligt sich in Höhe von **12.000 Euro** am Projekt (und damit mit 1,39 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung
- Zwischenzahlungen auf Vorlage der im Verhältnis tatsächlich getätigten Ausgaben abgegrenzt auf 90 %
- der Restbetrag anteilig zu den tatsächlich getätigten Ausgaben am Ende des Zeitraums der Förderfähigkeit der Ausgaben , nach Vorlage des Abschlussberichts und der Schlussabrechnung.

Le Land Baden-Württemberg participe au projet à hauteur de **80.000 euros** (soit 9,29 % du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 50% à la signature de la convention
- des acomptes intermédiaires calculés au prorata des justificatifs de dépenses transmis dans la limite de 90 %
- le solde à la date de fin de la période d'éligibilité des dépenses du projet, sur présentation d'un rapport final et d'un décompte financier, au prorata des dépenses effectivement réalisées.

Le Landkreis Emmendingen participe au projet à hauteur de **68.200 euros, au nom des cofinanceurs suivants:**

- Regierungspräsidium Freiburg (25.500 euros)
- Gemeinden Rheinhausen, (7.000 euros)
- Gemeinde Kappel-Grafenhausen (9.500 euros)
- Gemeinde Weisweil, (4.600 euros)
- Commune de Rhinau, (19.100 euros)
- Conservatoire des Sites Alsaciens (2.500 euros)

(soit 7,92 % du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi) sous forme de dépenses directes.

La Stadt Kehl participe au projet à hauteur de **2.500 euros** (soit 0,29 % du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 90% à la signature de la convention
- le solde à la date de fin de la période d'éligibilité des dépenses du projet, sur présentation d'un rapport final et d'un décompte financier, au prorata des dépenses effectivement réalisées.

Das Land Baden-Württemberg beteiligt sich in Höhe von **80.000 Euro** am Projekt (und damit mit 9,29 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung
- Zwischenzahlungen auf Vorlage der im Verhältnis tatsächlich getätigten Ausgaben abgegrenzt auf 90 %
- der Restbetrag anteilig zu den tatsächlich getätigten Ausgaben am Ende des Zeitraums der Förderfähigkeit der Ausgaben , nach Vorlage des Abschlussberichts und der Schlussabrechnung.

Der Landkreis Emmendingen beteiligt sich im Namen der folgenden Kofinanzierer:

- Regierungspräsidium Freiburg (25.500 Euro)
- Gemeinden Rheinhausen, (7.000 Euro)
- Gemeinde Kappel-Grafenhausen (9.500 Euro)
- Gemeinde Weisweil, (4.600 Euro)
- Commune de Rhinau, (19.100 Euro)
- Conservatoire des Sites Alsaciens (2.500 Euro)

in Höhe von **68.200 Euro** mit direkten Ausgaben am Projekt (und damit mit 7,92 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Stadt Kehl beteiligt sich in Höhe von **2.500 Euro** am Projekt (und damit mit 0,29 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 90 % bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung
- der Restbetrag anteilig zu den tatsächlich getätigten Ausgaben am Ende des Zeitraums der Förderfähigkeit der Ausgaben , nach Vorlage des Abschlussberichts und der Schlussabrechnung.

La Gemeinde Weisweil participe au projet à hauteur de **6.100 euros** (soit 0,71 % du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi), dont **1.460 euros** sous forme de dépenses directes.

La contribution restante de **4.640 euros** sera versée au porteur du projet selon le rythme suivant :

- 50 % à la signature de la convention
- 40 % en 2010 sur présentation d'une demande de versement écrite signée par le représentant légal de l'association
- le solde à la date de fin de la période d'éligibilité des dépenses du projet, sur présentation d'un rapport final et d'un décompte financier, au prorata des dépenses effectivement réalisées.

La Stadt Neuenburg am Rhein participe au projet à hauteur de **3.500 euros** (soit 0,41 % du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 90% à la signature de la convention
- le solde à la date de fin de la période d'éligibilité des dépenses du projet, sur présentation d'un rapport final et d'un décompte financier, au prorata des dépenses effectivement réalisées.

La Gemeinde Kappel-Grafenhausen participe au projet à hauteur de **2.500 euros** (soit 0,29 % du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 90% à la signature de la convention
- le solde à la date de fin de la période d'éligibilité des dépenses du projet, sur présentation d'un rapport final et d'un décompte financier, au prorata des dépenses effectivement réalisées.

Die Gemeinde Weisweil participe en hauteur de **6.100 Euro** am Projekt (und damit mit 0,71 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt), davon **1.460 Euro** in Form von direkten Ausgaben.

Die Auszahlung des Betrages von **4.640 Euro** an den Projektträger wird wie folgt vorgenommen:

- 50 % bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung
- 40 % 2010 auf Vorlage eines schriftlichen Auszahlungsantrages, unterzeichnet vom gesetzlichen Vertreter des Vereins
- der Restbetrag anteilig zu den tatsächlich getätigten Ausgaben am Ende des Zeitraums der Förderfähigkeit der Ausgaben , nach Vorlage des Abschlussberichts und der Schlussabrechnung.

Die Stadt Neuenburg am Rhein beteiligt sich in Höhe von

3.500 Euro am Projekt (und damit mit 0,41 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 90 % bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung
- der Restbetrag anteilig zu den tatsächlich getätigten Ausgaben am Ende des Zeitraums der Förderfähigkeit der Ausgaben , nach Vorlage des Abschlussberichts und der Schlussabrechnung.

Die Gemeinde Kappel-Grafenhausen beteiligt sich in Höhe von **2.500 Euro** am Projekt (und damit mit 0,29 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 90 % bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung
- der Restbetrag anteilig zu den tatsächlich getätigten Ausgaben am Ende des Zeitraums der Förderfähigkeit der Ausgaben , nach Vorlage des Abschlussberichts und der Schlussabrechnung.

La Gemeinde Meissenheim participe au projet à hauteur de **5.000 euros** (soit 0,58 % du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi), dont **1.460 euros** sous forme de dépenses directes.

La contribution de 3.540 euros sera versée au porteur du projet selon le rythme suivant :

- 90% à la signature de la convention
- le solde à la date de fin de la période d'éligibilité des dépenses du projet, sur présentation d'un rapport final et d'un décompte financier, au prorata des dépenses effectivement réalisées.

La Gemeinde Rust participe au projet à hauteur de **2.500 euros** (soit 0,29 % du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 90% à la signature de la convention
- le solde à la date de fin de la période d'éligibilité des dépenses du projet, sur présentation d'un rapport final et d'un décompte financier, au prorata des dépenses effectivement réalisées.

La Gemeinde Neuried participe au projet à hauteur de **2.500 euros** (soit 0,29 % du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 90% à la signature de la convention
- le solde à la date de fin de la période d'éligibilité des dépenses du projet, sur présentation d'un rapport final et d'un décompte financier, au prorata des dépenses effectivement réalisées.

Die Gemeinde Meissenheim beteiligt sich in Höhe von **5.000 Euro** am Projekt (und damit mit 0,58 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt), davon **1.460 Euro** in Form von direkten Ausgaben.

Die Auszahlung des Betrages von 3.540 Euro an den Projektträger wird wie folgt vorgenommen:

- 90 % bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung
- der Restbetrag anteilig zu den tatsächlich getätigten Ausgaben am Ende des Zeitraums der Förderfähigkeit der Ausgaben , nach Vorlage des Abschlussberichts und der Schlussabrechnung.

Die Gemeinde Rust beteiligt sich in Höhe von **2.500 Euro** am Projekt (und damit mit 0,29 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 90 % bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung
- der Restbetrag anteilig zu den tatsächlich getätigten Ausgaben am Ende des Zeitraums der Förderfähigkeit der Ausgaben , nach Vorlage des Abschlussberichts und der Schlussabrechnung.

Die Gemeinde Neuried beteiligt sich in Höhe von **2.500 Euro** am Projekt (und damit mit 0,29 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 90 % bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung
- der Restbetrag anteilig zu den tatsächlich getätigten Ausgaben am Ende des Zeitraums der Förderfähigkeit der Ausgaben , nach Vorlage des Abschlussberichts und der Schlussabrechnung

Der Verein Regiowasser participe au projet à hauteur de **5.000 euros** (soit 0,58 % du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi) sous forme de dépenses directes.

La Région Alsace participe au projet à hauteur de **100.000 euros** (soit 11,61 % du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 8.252 euros en 2008 à la signature de la convention ;
- 34.800 euros en 2009 sur simple demande, sous forme d'acompte ;
- 34 568 euros en 2010 calculés au prorata des justificatifs de dépenses
- le solde, soit 22.380 euros en 2011, à la fin de la période d'éligibilité des dépenses du projet, sur présentation d'un rapport final et d'un décompte financier, au prorata des dépenses effectivement réalisées.

Le Conseil Général du Bas-Rhin participe au projet à hauteur de **24.000 euros** (soit 2,79 % du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 8.000 euros à la signature de la convention et sur présentation d'une demande de versement écrite signée par le représentant légal de l'association
- 8.000 euros au courant du deuxième semestre 2009 sur présentation d'une demande de versement écrite signée par le représentant légal de l'association
- 8.000 euros sur présentation d'un rapport final et d'un récapitulatif des dépenses réalisées durant la période d'éligibilité des dépenses du projet, au prorata des dépenses effectivement réalisées.

Der Verein Regiowasser beteiligt sich in Höhe von **5.000 Euro** mit direkten Ausgaben am Projekt (und damit mit 0,58 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Région Alsace beteiligt sich in Höhe von **100.000 Euro** am Projekt (und damit mit 11,61 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 8.252 Euro 2008 bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung;
- 34.800 Euro 2009 auf Anfrage in Form einer Anzahlung;
- 34.568 Euro 2010 auf Vorlage der im Verhältnis tatsächlich getätigten Ausgaben der Restbetrag von 22.380 Euro 2011, am Ende des Zeitraums der Förderfähigkeit der Ausgaben, nach Vorlage des Abschlussberichts und der Schlussabrechnung, anteilig zu den tatsächlich getätigten Ausgaben.

Der Conseil Général du Bas-Rhin beteiligt sich in Höhe von **24.000 Euro** am Projekt (und damit mit 2,79 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 8.000 Euro bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung, auf Vorlage eines schriftlichen Auszahlungsantrages unterzeichnet vom rechtlichen Vertreter des Vereins
- 8.000 Euros im Laufe des 2. Halbjahres 2009 auf Vorlage eines schriftlichen Auszahlungsantrages, unterzeichnet vom gesetzlichen Vertreter des Vereins
- 8.000 Euro bei Vorlage eines Abschlussberichtes, einer Aufstellung der getätigten Ausgaben während des Zeitraums der Förderfähigkeit der Ausgaben, im Verhältnis zu den tatsächlich getätigten Ausgaben.

Le Conseil Général du Haut-Rhin participe au projet à hauteur de **24.000 euros** (soit 2,79 % du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 50% à la signature de la convention
- des acomptes intermédiaires calculés au prorata des justificatifs de dépenses transmis dans la limite de 90 %
- le solde à la date de fin de la période d'éligibilité des dépenses du projet, sur présentation d'un rapport final et d'un décompte financier, au prorata des dépenses effectivement réalisées.

La Communauté de communes du Rhin participe au projet à hauteur de **13.350 euros** (soit 1,55 % du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi), dont **2.760 euros** sous forme de dépenses directes.

La contribution de 10.590 euros sera versée au porteur du projet, selon le rythme suivant :

- 90% à la signature de la convention
- le solde à la date de fin de la période d'éligibilité des dépenses du projet, sur présentation d'un rapport final et d'un décompte financier, au prorata des dépenses effectivement réalisées.

La Communauté de communes de Marckolsheim et environs participe au projet à hauteur de **16.300 euros** (soit 1,89 % du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi), dont **4.720 euros** sous forme de dépenses directes.

Der Conseil Général du Haut-Rhin beteiligt sich in Höhe von **24.000 Euro** am Projekt (und damit mit 2,79 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 50% bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung
- Zwischenzahlungen auf Vorlage der im Verhältnis tatsächlich getätigten Ausgaben abgegrenzt auf 90 %
- der Restbetrag anteilig zu den tatsächlich getätigten Ausgaben am Ende des Zeitraums der Förderfähigkeit der Ausgaben , nach Vorlage des Abschlussberichts und der Schlussabrechnung.

Die Communauté de communes du Rhin beteiligt sich in Höhe von **13.350 Euro** am Projekt (und damit mit 1,55 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt), davon **2.760 Euro** in Form von direkten Ausgaben.

Die Auszahlung des Betrages von 10.590 Euro an den Projektträger wird wie folgt vorgenommen:

- 90 % bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung
- der Restbetrag anteilig zu den tatsächlich getätigten Ausgaben am Ende des Zeitraums der Förderfähigkeit der Ausgaben , nach Vorlage des Abschlussberichts und der Schlussabrechnung.

Die Communauté de communes de Marckolsheim et environs beteiligt sich in Höhe von **16.300 Euro** am Projekt (und damit mit 1,89 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt), davon **4.720 Euro** in Form von direkten Ausgaben.

La contribution de 11.580 euros sera versée au porteur du projet, selon le rythme suivant :

- 90% à la signature de la convention
- le solde à la date de fin de la période d'éligibilité des dépenses du projet, sur présentation d'un rapport final et d'un décompte financier, au prorata des dépenses effectivement réalisées.

La Communauté de Communes Porte de France Rhin Sud participe au projet à hauteur de **3.500 euros** (soit 0,41 % du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 90% à la signature de la convention
- le solde à la date de fin de la période d'éligibilité des dépenses du projet, sur présentation d'un rapport final et d'un décompte financier, au prorata des dépenses effectivement réalisées.

La Communauté de Communes des Trois Frontières participe au projet à hauteur de **2.500 euros** (soit 0,29 % du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 90% à la signature de la convention
- le solde à la date de fin de la période d'éligibilité des dépenses du projet, sur présentation d'un rapport final et d'un décompte financier, au prorata des dépenses effectivement réalisées.

Die Auszahlung des Betrages von 11.580 Euro an den Projektträger wird wie folgt vorgenommen:

- 90 % bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung
- der Restbetrag anteilig zu den tatsächlich getätigten Ausgaben am Ende des Zeitraums der Förderfähigkeit der Ausgaben , nach Vorlage des Abschlussberichts und der Schlussabrechnung.

Die Communauté de Communes Porte de France Rhin Sud beteiligt sich in Höhe von **3.500 Euro** am Projekt (und damit mit 0,41 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 90 % bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung
- der Restbetrag anteilig zu den tatsächlich getätigten Ausgaben am Ende des Zeitraums der Förderfähigkeit der Ausgaben , nach Vorlage des Abschlussberichts und der Schlussabrechnung.

Die Communauté de Communes des Trois Frontieres beteiligt sich in Höhe von **2.500 Euro** am Projekt (und damit mit 0,29 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 90 % bei Unterzeichnung der Projektvereinbarung
- der Restbetrag anteilig zu den tatsächlich getätigten Ausgaben am Ende des im Antragsformular auf EU-Förderung bezeichneten Realisierungszeitraums nach Vorlage des Abschlussberichts und der Schlussabrechnung.

L'Agence de développement touristique du Bas-Rhin participe au projet à hauteur de **12.000 euros** (soit 1,39 % du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi) sous forme de dépenses directes.

La Fédération du Bas-Rhin pour la pêche et la protection du milieu aquatique participe au projet à hauteur de **2.200 euros** (soit 0,26 % du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi) sous forme de dépenses directes.

Article 15 Conséquences en cas de non versement des fonds nationaux

L'article 18 « Règlement des litiges » s'applique si les cofinanceurs nationaux ne versent pas les montants prévus dans les délais et les formes prévues ci-dessus.

Article 16 Reversement des fonds nationaux indûment versés

Les règles de chaque cofinancier s'appliquent en la matière.
Le partenaire cofinancier qui demande le reversement de fonds indûment versés indiquera au partenaire concerné les coordonnées du compte sur lequel il devra procéder au paiement.

Article 17 Dispositions diverses

Par ailleurs, l'association Rhin vivant signera avec les partenaires suivants une convention de partenariat pluriannuelle définissant de manière détaillée les droits et obligations des parties dans la mise en œuvre des actions.

Die Agence de développement touristique du Bas-Rhin in Höhe von **12.000 Euro** mit direkten Ausgaben am Projekt (und damit mit 1,39 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Fédération du Bas-Rhin pour la pêche et la protection du milieu aquatique beteiligt sich in Höhe von **2.200 Euro** mit direkten Ausgaben am Projekt (und damit mit 0,26 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Artikel 15 Folgen bei Nichtauszahlung nationaler Fördermittel

Zahlen die nationalen Kofinanzierungspartner die zugesagten nationalen Fördermittel nicht frist- und formgerecht wie oben bezeichnet aus, kommt Artikel 18 „Rechtsstreitigkeiten“ zur Anwendung.

Artikel 16 Erstattung rechtsgrundlos ausgezahlter nationaler Fördermittel

In diesem Bereich gelten die Bestimmungen jedes Kofinanzierungspartners.
Von dem Kofinanzierungspartner, der die Rückzahlung rechtsgrundlos ausgezahlter Fördermittel verlangt, ist dem betreffenden Partner die Bankverbindung des Kontos mitzuteilen, auf das die Zahlung vorzunehmen ist.

Artikel 17 Verschiedenes

Der Verein lebendiger Rhein wird mit den folgenden Projektpartner eine gesonderte, mehrjährige Partnerschaftvereinbarung abschließen, welche die Rechte und Pflichten, betreffend die Realisierung der Maßnahmen im Detail festlegt:

- L'association régionale pour l'initiation à l'environnement et à la nature en Alsace (ARIENA)
- Le Comité Régional du Canoë et Kayak (CRACK)
- La Petite Camargue Alsacienne (PCA)
- La Ligue pour la protection des oiseaux (LPO)
- Landkreis Emmendingen
- Gemeinde Weisweil
- Gemeinde Meissenheim
- Verein Regiowasser
- Communauté de communes du Rhin
- Communauté de communes Marckolsheim et environs
- Agence de développement touristique du Bas-Rhin (ADT 67)
- Fédération du Bas-Rhin pour la pêche et la protection du milieu aquatique

- L'association régionale pour l'initiation à l'environnement et à la nature en Alsace (ARIENA)
- Le Comité Régional du Canoë et Kayak (CRACK)
- La Petite Camargue Alsacienne (PCA)
- La Ligue pour la protection des oiseaux (LPO)
- Landkreis Emmendingen
- Gemeinde Weisweil
- Gemeinde Meissenheim
- Verein Regiowasser
- Communauté de communes du Rhin
- Communauté de communes Marckolsheim et environs
- Agence de développement touristique du Bas-Rhin (ADT 67)
- Fédération du Bas-Rhin pour la pêche et la protection du milieu aquatique

TITRE 4 - DISPOSITIONS FINALES

Article 18 Règlement des litiges

Les deux versions linguistiques, aussi bien la version française que la version allemande, font foi.

Article 18.1. Règlement amiable

En cas de litige relatif à la présente convention, les signataires s'engagent à rechercher en priorité une solution amiable. Le groupe de projet peut constituer le lieu adéquat pour discuter les litiges.

Article 18.2. Médiation

En cas de litige entre deux partenaires du projet, ceux-ci peuvent décider d'un commun accord de recourir à la médiation de l'Autorité de gestion.

Celle-ci est libre d'accepter ou non cette demande.

Si celle-ci refuse, les partenaires peuvent décider d'un commun accord de recourir à un médiateur extérieur.

TEIL 4 - SCHLUSSBESTIMMUNGEN

Artikel 18 Rechtsstreitigkeiten

Beide Fassungen, die französische sowie die deutsche Fassung, sind verbindlich.

Artikel 18.1. Gütliche Einigung

Die Unterzeichner verpflichten sich, bei Streitigkeiten im Zusammenhang mit vorliegender Projektvereinbarung vorrangig eine gütliche Einigung anzustreben. Die Projektgruppe ist gegebenenfalls der geeignete Ort für die Erörterung von Streitigkeiten.

Artikel 18.2. Mediation

Kommt es zu einem Streitfall zwischen zwei Projektpartnern, so können diese gemeinsam beschließen, die Verwaltungsbehörde um Mediation zu ersuchen.

Der Verwaltungsbehörde steht es frei, dem Ersuchen nachzukommen oder es abzulehnen.

Lehnt sie es ab, können die Partner einvernehmlich beschließen, einen externen Mediator in Anspruch zu nehmen.

En cas de litige entre un ou plusieurs partenaires du projet et l'Autorité de gestion, ceux-ci peuvent décider d'un commun accord de recourir à un médiateur extérieur.

Article 18.3. Juridictions compétentes en cas de litiges

Sous réserve des stipulations de l'article 18-1, relatif au Règlement amiable, et de l'article 18-2, relatif à la Médiation, chacun des signataires accepte de manière irrévocable de soumettre les litiges relatifs à la présente convention à la compétence des tribunaux suivants :

- en cas de litige entre un ou plusieurs partenaires du projet, et l'Autorité de gestion : Tribunal administratif de Strasbourg ;
- en cas de litige entre le porteur de projet et un (ou plusieurs) partenaire(s) du projet : le tribunal compétent du lieu du siège du porteur de projet ;
- en cas de litige entre partenaires du projet, autres que le porteur de projet : le tribunal compétent du lieu du siège du partenaire qui a notifié par écrit l'existence d'un litige à l'autre.

Article 19 Entrée en vigueur

La présente convention entre en vigueur à la date de sa notification par l'Autorité de gestion (dernier signataire de la convention) au porteur de projet.

Article 20 Modification du projet / de la convention

En principe, une seule demande de modification du projet, et/ou de la convention, peut être adressée à l'Autorité de gestion au cours de la période de réalisation du projet.

Les modifications sont établies selon les modalités de la fiche n°4.7 du Guide des bénéficiaires « Modification du projet ».

Kommt es zu einem Streit zwischen einem oder mehreren Projektpartnern und der Verwaltungsbehörde, so können die Beteiligten einvernehmlich beschließen, einen externen Mediator in Anspruch zu nehmen.

Artikel 18.3. Gerichtsstand

Vorbehaltlich der Bestimmungen aus den Artikeln 18-1 über die gütliche Einigung und 18-2 über die Mediation, erteilen die Unterzeichner bei Streitigkeiten im Zusammenhang mit vorliegender Projektvereinbarung unwiderruflich ihre Zustimmung zu folgender Gerichtsstandsregelung:

- bei Streitigkeiten zwischen einem oder mehreren Projektpartnern und der Verwaltungsbehörde: das Verwaltungsgericht Tribunal administratif in Strasbourg;
- bei Streitigkeiten zwischen dem Projektträger und einem (oder mehreren) Projektpartner(n): das am Sitz des Projektträgers zuständige Gericht;
- bei Streitigkeiten zwischen Projektpartnern, die nicht Projektträger sind, an denen der Projektträger nicht beteiligt ist: das am Sitz desjenigen Projektpartners zuständige Gericht, der dem anderen von der Streitigkeit schriftlich Mitteilung gemacht hat.

Artikel 19 Inkrafttreten

Die vorliegende Vereinbarung tritt am Tag ihrer Zustellung durch die Verwaltungsbehörde (als Letztunterzeichnerin) an den Projektträger in Kraft.

Artikel 20 Änderung am Projekt / an der Projektvereinbarung

Grundsätzlich kann bei der Verwaltungsbehörde während des Realisierungszeitraums des Projekts ein Mal ein Antrag auf Änderung des Projekts und/oder der Projektvereinbarung gestellt werden.

Bei Änderungen ist wie im Themenblatt Nr. 4.7 des Handbuchs für Begünstigten „Änderungen am Projekt“ dargestellt zu verfahren.

Les modifications éventuellement apportées après la clôture du projet, du fait de l'ajustement en fonction des dépenses ou des cofinancements effectivement réalisés, ne sont pas concernées par cet article.

Article 21 Fin de validité

La présente convention reste valable jusqu'à une période de trois ans suivant la clôture du programme par la Commission européenne.

En application de l'article 90, paragraphe 1, du Règlement général, ce délai est suspendu soit en cas de procédure judiciaire, soit sur demande dûment motivée de la Commission européenne.

L'Autorité de gestion s'engage à informer le porteur de projet de la clôture du programme par la Commission européenne, ou, le cas échéant, de l'existence d'une procédure judiciaire ou d'une demande de la Commission européenne de suspendre ce délai, et de la date de fin de cette procédure ou de cette suspension, qui constituera alors la date de clôture du programme.

Dieser Artikel bezieht sich nicht auf Änderungen, die gegebenenfalls nach Projektabschluss zur Anpassung an die tatsächlich getätigten Ausgaben oder ausgezahlten Fördermittel vorgenommen werden.

Artikel 21 Ende der Gültigkeit

Vorliegende Vereinbarung ist nach Abschluss des Programms durch die EU-Kommission noch drei Jahre lang gültig.

In Anwendung von Artikel 90, Absatz 1 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung wird dieser Zeitraum im Fall von Gerichtsverfahren oder auf ordnungsgemäß begründeten Antrag der Kommission ausgesetzt.

Die Verwaltungsbehörde verpflichtet sich, den Projektträger vom Programmabschluss durch die EU-Kommission bzw. gegebenenfalls von einem anhängigen Gerichtsverfahren oder einem Antrag der EU-Kommission auf Aussetzung dieser Frist und von dem Zeitpunkt in Kenntnis, an dem das betreffende Gerichtsverfahren bzw. die Aussetzung endet und das damit das Programmabschlussdatum darstellt.

**Programme
INTERREG IV Rhin Supérieur**

**Annexes à la convention
relative au projet
n°C5
« RheNaTour - Découverte douce et
raisonnée d'une zone Ramsar »**

Fiche récapitulative du projet, rédigée par le Secrétariat technique commun, ayant servi de base à la décision d'acceptation du projet par le Comité de suivi

Formulaire de demande de cofinancement communautaire

Annexes au formulaire :

- Plan de financement
- Budget prévisionnel en dépenses
- Calendrier de réalisation
- Plan d'actions

**Programm
INTERREG IV Oberrhein**

**Anlagen zur Vereinbarung
bezüglich des Projekts
Nr. C5
„RheNaTour : - Sanftes Erleben einer
Ramsarzone“**

die durch das Gemeinsame technische Sekretariat erarbeitete **Projektzusammenfassung**, Grundlage für die Entscheidung des Begleitausschusses für die Aufnahme des Projekts in die Förderung

Antragsformular auf Förderung aus EU-Mitteln

Anlage zum Antragsformular:

- Finanzierungsplan
- Vorgesehener Kostenplan
- Zeitplan
- Maßnahmenplan

**Signataires de la présente convention relative au projet n°C5
« RheNaTour - Découverte douce et raisonnée d'une zone Ramsar »**

**Unterzeichner der vorliegenden Vereinbarung zu Projekt Nr. C5
"RheNaTour : - Sanftes Erleben einer Ramsarzone"**

Association Rhin Vivant

Porteur de projet/Projekträger

Région Alsace

Autorité de gestion du Programme INTERREG IV Rhin Supérieur et partenaire cofinanceur /
Verwaltungsbehörde des Programms INTERREG IV Oberrhein und Projektkofinanzierer

Date/Datum

Signature/Unterschrift

Prénom et nom du signataire.Vorname und Name des Unterzeichners

Fonction du signataire.Funktion des Unterzeichners

Cachet/Stempel

Plan de financement en euros (cofinancements)	Annexe 3.1
Finanzierungsplan in Euro (Kofinanzierungsmittel)	Anhang 3.1

Titre du projet : RhenaTour - Découvert douce et raisonnée d'une zone Ramsar
 Projekttitel: RhenaTour - Sanftes Erleben einer Ramsarzone

Partenaire cofinancier du projet / Projektkofinanzierer	Projet global / Gesamtprojekt	
	Montant en euros Summe in Euro	% total Gesamt %
Allemagne / Deutschland		
Land Rheinland Pfalz	12 000,00 €	1,39%
Total Rhénanie-Palatinat / Gesamt Rheinland-Pfalz	12 000,00 €	1,39%
Wirtschaftsministerium Baden-Württemberg	80 000,00 €	9,29%
<i>davon für/ dont pour Verein Regiowasser : 2 560,00 €</i>		
Landkreis Emmendingen au nom de plusieurs cofinanciers (*Cofinanciers impliqués: cf. en annexe)	68 200,00 €	7,92%
Stadt Kehl	2 500,00 €	0,29%
Gemeinde Weisweil	6 100,00 €	0,71%
Gemeinde Neuenburg am Rhein	3 500,00 €	0,41%
Gemeinde Kappel-Grafenhausen	2 500,00 €	0,29%
Gemeinde Meissenheim	5 000,00 €	0,58%
Gemeinde Rust	2 500,00 €	0,29%
Gemeinde Neuried	2 500,00 €	0,29%
Verein Regiowasser	5 000,00 €	0,58%
Total Bade-Wurtemberg / Gesamt Baden-Württemberg	177 800,00 €	20,64%
Total Allemagne / Gesamt Deutschland	189 800,00 €	22,03%
France / Frankreich		
Association Rhin vivant	43 100,00 €	5,00%
Région Alsace	100 000,00 €	11,61%
<i>davon für/ dont pour ARIENA - Association régionale pour l'initiation à l'environnement et à la nature en Alsace: 7 920 €</i>		
<i>davon für/ dont pour CRACK - Comité Régional du Canoë et Kayak: 3 415,00 €</i>		
<i>davon für/ dont pour LPO - Ligue pour la protection des oiseaux: 2 000,00 €</i>		
Conseil Général du Bas-Rhin	24 000,00 €	2,79%
<i>davon für/ dont pour Fédération pêche du Bas-Rhin: 565,00 €</i>		
Conseil Général du Haut-Rhin	24 000,00 €	2,79%
<i>davon für/ dont pour PCA - Petite Camargue Alsacienne: 5 000,00 €</i>		
Communauté de communes du Rhin	13 350,00 €	1,55%
Communauté de communes Marckolsheim et environs	16 300,00 €	1,89%
Communauté de communes Porte de France Rhin Sud	3 500,00 €	0,41%
Communauté de communes 3 Frontières	2 500,00 €	0,29%
ADT 67 - Agence développement touristique du Bas-Rhin	12 000,00 €	1,39%
Fédération pêche du Bas-Rhin	2 200,00 €	0,26%
Total France / Gesamt Frankreich	240 950,00 €	27,97%
TOTAL cofinancements nationaux éligibles / GESAMT nationale förderfähige Kofinanzierungen	430 750,00 €	50,00%
Subvention INTERREG demandée / Beantragte INTERREG-Förderung (50%)	430 750,00 €	50,00%
Total éligible / Gesamt förderfähige Finanzierung	861 500,00 €	100,00%
Suisse / Schweiz		
	- €	0,00%
Total Suisse / Gesamt Schweiz	- €	0,00%
Recettes non-éligibles / Nicht förderfähige Einnahmen		
	- €	0,00%
Cofinancement par des recettes / Kofinanzierung durch Einnahmen	- €	0,00%
TOTAL / GESAMT :	861 500,00 €	100,00%

La Confédération suisse ainsi que les cantons Bâle-ville et Bâle-campagne ne peuvent s'engager qu'en Francs suisses. La demande de subvention fédérale et/ou cantonale doit donc être établie en Francs suisses. Afin que la participation financière du parten

Die Schweizerische Eidgenossenschaft sowie die Kantone Basel-Stadt und Basel-Landschaft können sich nur in Schweizer Franken verpflichten. Dementsprechend muss der Antrag auf Bundes- und/oder kantonale Förderung in Schweizer Franken gestellt werden. Damit

Taux de change Euro / Franc suisse
Wechselkurs Euro / Schweizer Franken

1EURO = ___ CHF

Date du Taux de change choisi
Datum des gewählten Wechselkurs

__/__/2007

* Landkreis Emmendingen au nom de plusieurs cofinanceurs:

financeurs allemands/ Deutsche Kofinanzierer	
Rheinhausen	7 000,00 €
Kappel-Grafenhausen	9 500,00 €
Regierungspräsidium Freiburg	25 500,00 €
Weisweil	4 600,00 €
TOTAL ALLEMAGNE	46 600,00 €
financeurs francais/ Französische Kofinanzierer	
Rhinau	19 100,00 €
CSA	2 500,00 €
TOTAL FRANCE	21 600,00 €
TOTAL	68 200,00 €

Budget type	Annexe 3.2
Muster Kostenplan	Anhang 3.2

Titre du projet : RhenaTour - Decouvert douce et raisonnée d'une zone Ramsar

Projekttitel: RhenaTour - Sanftes Erleben einer Ramsarzone

N° / Nr.	Nom / Name	Année / Jahr 2008	Année / Jahr 2009	Année / Jahr 2010	Année/Jahr 2011	Total / Gesamt	Partenaire / Partner
	Frais de Fonctionnement / Betriebskosten						
1	Frais de personnel / Personalkosten						
1.1	Chargés mission Rhin vivant/ Personalkosten Mitarbeiter Verein lebendiger Rhein	44 413,00 €	88 827,00 €	88 827,00 €	44 413,00 €	266 480,00 €	Rhin vivant
1.4	Secrétariat Rhin vivant / Sekretariat Rhin vivant	7 500,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €	7 500,00 €	45 000,00 €	Rhin vivant
1.2	Frais de personnel partenaires/ Personalkosten Partner	20 000,00 €	65 000,00 €	70 000,00 €	73 120,00 €	228 120,00 €	Rhin vivant
1.3	Frais de prestations externes/ Kosten externe Leistungsträger		12 400,00 €	27 400,00 €	15 000,00 €	54 800,00 €	Rhin vivant

Total / Gesamt 1		71 913,00 €	181 227,00 €	201 227,00 €	140 033,00 €	594 400,00 €	
2	Frais de déplacement / Reisekosten	8 992,00 €	17 983,00 €	17 983,00 €	8 992,00 €	53 950,00 €	Rhin vivant
Total / Gesamt 2		8 992,00 €	17 983,00 €	17 983,00 €	8 992,00 €	53 950,00 €	
3	Frais de communication / Kosten für Öffentlichkeitsarbeit	534,00 €	45 533,00 €	45 533,00 €	45 000,00 €	136 600,00 €	Rhin vivant
Total / Gesamt 3		534,00 €	45 533,00 €	45 533,00 €	45 000,00 €	136 600,00 €	
4	Frais généraux identifiables / Identifizierbare Sachkosten	3 992,00 €	7 983,00 €	7 983,00 €	3 992,00 €	23 950,00 €	Rhin vivant
Total / Gesamt 4		3 992,00 €	7 983,00 €	7 983,00 €	3 992,00 €	23 950,00 €	
5	Frais de traduction / Übersetzungskosten	2 500,00 €	5 000,00 €	20 000,00 €	3 100,00 €	30 600,00 €	Rhin vivant
Total / Gesamt 5		2 500,00 €	5 000,00 €	20 000,00 €	3 100,00 €	30 600,00 €	
	Total Frais de Fonctionnement / Gesamt Betriebskosten	87 931,00 €	257 726,00 €	292 726,00 €	201 117,00 €	839 500,00 €	
							Rhin vivant
	Frais d'investissement / Investitionskosten						
	Investissement/ Investitionskosten	- €	22 000,00 €	- €	- €	22 000,00 €	Rhin vivant
Total / Gesamt 3		- €	22 000,00 €	- €	- €	22 000,00 €	
	Total Frais d'investissement / Gesamt Investitionskosten		22 000,00 €			22 000,00 €	
TOTAL Projet / GESAMT Projekt		87 931,00 €	279 726,00 €	292 726,00 €	201 117,00 €	861 500,00 €	

Subvention INTERREG / EU-Förderung (50 % du		35 549,00 €	149 904,00 €	148 905,00 €	96 392,00 €	430 750,00 €	
---	--	-------------	--------------	--------------	-------------	--------------	--

2011						
Décembre / Dezember	Janvier / Januar	Février / Februar	Mars / März	Avril / April	Mai / Mai	Juin / Juni

--	--	--	--	--	--	--

	Yellow	Yellow	Yellow	Yellow	Yellow	Yellow
Grey						
Grey						
Yellow	Yellow	Yellow	Yellow	Yellow	Yellow	Yellow
Yellow	Yellow	Yellow	Yellow	Yellow	Yellow	Yellow
Grey	Grey	Grey	Grey	Grey	Grey	Grey
Grey	Grey	Grey	Grey	Grey	Grey	Grey
Yellow	Yellow	Yellow	Yellow	Yellow	Yellow	Yellow
Grey	Grey	Grey	Grey	Grey	Grey	Grey
Grey	Grey	Grey	Grey	Grey	Grey	Grey



PLAN D'ACTION PROJET INTERREG IV-A

« RHENATOUR – DECOUVERTE DOUCE ET RAISONNEE D'UNE ZONE RAMSAR »

LES 3 GRANDS AXES DU PROJET

- A MISE EN COMMUN
- B INNOVATION
- C EVALUATION

AXE	ACTION	DESCRIPTION	DEPENSES PARTENAIRES
A MISE EN COMMUN	A1 Promotion de la zone Ramsar	Participation salons, événements Eductours, voyages de presse, journées de découverte Élaboration de supports audiovisuels innovants de promotion de la zone Ramsar pour le grand public (Trailers/Court-métrages sur l'ensemble du territoire Ramsar)	ARIENA 3.000 € Landschaftserhaltungsverband Emmendingen 26.000 € ADT 67 6.600 €
	A2 Animation de la partie Ecotourisme de la e-plateforme transfrontalière dans le cadre de projet "Tourisme Rhin supérieur Région métropolitaine »	Echanges d'information et de contacts (forum) entre les acteurs (tourisme, nature, environnement, sport et loisirs, collectivités ...): veille des projets, des financements, des formations, de la documentation dans le domaine de l'écotourisme, élaboration d'une photothèque, mise en cohérence des projets Conseils aux porteurs de projet écotouristiques (Définition et intégration de critères écotouristiques dans le montage et la mise en oeuvre de projets: réalisation de fiches méthodologiques)	ARIENA 9.000 €
	A3 Animation d'un club d'acteurs touristiques	Accompagnement individuel et collectif (aide aux diagnostics écotouristiques + élaboration d'un plan d'actions sur 3 ans, formations thématiques) Elaboration d'outils (Kit de sensibilisation des touristes)	ARIENA 2.560 €
	A 4 Chartes de bonnes pratiques transfrontalières pour les différentes catégories d'utilisateurs	Création d'un outil de sensibilisation des usagers (Bonnes pratiques multi-activités canoë, pêche/cartographie/infos pratiques) Diffusion de l'outil et suivi de son application sur le terrain	LPO 1.800 € CRACK 5.165 € Fédération pêche 67 5.530 € Landschaftserhaltungsverband Emmendingen 50.000 €

B INNOVATION Test et expérimentation, études de faisabilité dans le domaine l'innovation écotouristique pour renforcer l'attractivité de la zone Ramsar	B 1 Innovation écotouristique en matière de transports doux	Études sur le développement des modes de transport doux sur la zone Ramsar (accessibilité/intermodalité/services proposés aux visiteurs) Recensement et mise en place d'outils pratiques autour des thèmes suivants : vélo, radeau, équitation, marche, canoë, roller, bateau	ADT67 CCME CRACK	17.400 € 6.600 € 1.665 €
	B 2 Services d'information mobiles touristiques	Introduction d'un système d'information touristique du côté allemand et du côté français du Rhin visant à faciliter l'accès aux informations éco-touristiques, à sensibiliser et à « canaliser » les visiteurs Mise en place dans 4 régions test : CC Rhin, CC Marckolsheim, Weisweil et Meissenheim	CC du Rhin CCME Gemeinde Weisweil Gemeinde Meissenheim	5.520 € 2.840 € 2.920 € 2.920 €
	B 3 Etude sur les sites écotouristiques exemplaires	Étude de faisabilité en 4 axes : Recensement des sites exemplaires du Rhin Étude « Le Rhin comme destination de baignade Site exemplaire Mackenheim (fr) Site exemplaire Meissenheim (de)	Verein Regiowasser	15.120 €

C EVALUATION	C1 Evaluation tourisme Mise en place d'indicateurs de suivi écotouristiques	<ul style="list-style-type: none"> • Satisfaction des touristes (Enquête clientèle) • Enquête impact des messages environnementaux • Tableau de bord permettant de suivre le nombre d'entreprises touristiques entrant dans une démarche de tourisme durable 	ARIENA	1.280 €
	C 2 Evaluation Environnement Mise en place d'indicateurs de maîtrise et de suivi de la fréquentation et de ses impacts environnementaux	3 axes de travail : Mise en place d'éco-compteurs en Petite Camargue Alsacienne Mise en place d'un système de comptage manuel des visiteurs dans le NSchG du Taubergiessen Mise en place d'un tableau de bord de suivi des espèces et des milieux	PCA Landschaftserhaltungsverband Emmendingen LPO	10.000 € 50.000 € 2.200 €

RECAPITULATIF DEPENSES PARTENAIRES TECHNIQUES

ALLEMAGNE	DEPENSES	FRANCE	DEPENSES
Landschaftserhaltungsverband Emmendingen	126.000 €	CC du Rhin	5.520 €
Gemeinde Meissenheim	2.920 €	CCME	9.440 €
Gemeinde Weisweil	2.920 €	ADT67	24.000 €
Verein Regiowasser	15.120 €	Fédération pêche 67	5.530 €
		ARIENA	15.840 €
		CRACK	6.830 €
		PCA	10.000 €
		LPO	4.000 €